

Viêt Nam

Vivre la « rénovation » dans les campagnes vietnamiennes

Nguyễn Trong Nam Trân

Le système de gestion socialiste a investi le milieu rural vietnamien, depuis 1954 dans le Nord et après 1975 dans le Sud. L'appareil agro-alimentaire se révélant incapable de nourrir la population dans les années 80, le régime a été contraint de lancer une politique de rénovation en 1986, en réponse aux pressions du milieu rural et des partenaires internationaux. Si la collectivisation a duré plus de trente ans au Nord, les petits producteurs du Sud ont connu les stimuli du marché depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle, ce qui explique leur résistance à la coopérativisation, imposée de 1976 à 1985 [1, 2]. Par la résolution n° 10 d'avril 1988, les dirigeants entérinent, *a posteriori*, les expérimentations effectuées dans le système coopératif, notamment dans le Nord du pays. Dans ce cadre, le pouvoir considère les familles paysannes comme des unités économiques autonomes et cherche à créer les conditions d'une agriculture marchande en leur attribuant l'usufruit des parcelles et, théoriquement, au moins 40 % du revenu tiré de celles-ci. Sept ans après, quel est le bilan de cette politique ? Les disponibilités vivrières par habitant (en équivalent-paddy) se sont améliorées, passant de 304 kilos en 1985 à 361 kilos en 1994. Et l'on trouve dans la campagne vietnamienne des paysans très motivés par leur travail et leur atta-

chement à la terre, ce qui peut surprendre en raison de la sortie d'une période collectiviste.

Des éléments de réponse seront extraits de deux études de cas dans les zones deltaïques du Viêt Nam aux prises avec une très forte pression démographique [3, 4]. Ces exemples n'ont pas la prétention de représenter la diversité régionale dans ses formes multiples. Ils veulent, simplement, contribuer à une base d'analyses comparatives.

Des systèmes agraires en recomposition

Avant l'ère « socialiste », l'unité administrative de base était la commune ou *Xã* qui englobe plusieurs *làng* dans son territoire. C'est à ce niveau que s'effectuait la répartition périodique des terres communales. Leur partage inégal, tous les six ans, permettait à tous les habitants d'avoir une terre à cultiver. La part de chacun variait avec son grade, son rang et avec la période et la localisation des communes. Au terme de cette occupation, les lots étaient redistribués suivant la nouvelle structure de la population. Les bénéficiaires étaient en contrepartie assujettis à l'impôt et à des travaux communautaires.

Ce système a contribué à maintenir le groupe familial patriarcal, facilitant la collectivisation qui va ouvrir cette écono-

mie familiale au monde extérieur. En fait, il s'agissait « d'un changement qui se voulait radical, en essayant de désintégrer l'espace traditionnel du village, composé de tout un ensemble de rapports sociaux et symboliques de l'existence historique et quotidienne. Il voulait lui substituer un espace économique, basé sur une division rationnelle de type industriel du travail, et un espace politique et administratif, concentré sur la mobilisation et la réalisation des plans et des programmes du Parti » [5].

Avec la « rénovation » (Doi Moi), les conditions de vie et d'exploitation se transforment rapidement. Les mesures législatives et réglementaires récentes, telles que la loi foncière de juillet 1993, la priorité accordée au développement des organisations paysannes ou la volonté politique d'établir un tissu agro-industriel, générateur d'emplois et de revenus ruraux dans la campagne vietnamienne, ne font que légaliser les initiatives venues du terrain, d'où leur spécificité. Le réaménagement foncier et l'attribution des lots, en 1988 et en 1993, se sont faits avec un souci de relative équité. À Duong Xuân Hôi (province de Long An) en 1988, par exemple, les autorités restituèrent les terres à leurs propriétaires d'avant 1982, date de la première tentative de collectivisation, au Sud. Et pour éviter que de nombreux paysans se retrouvent ainsi sans terre, les autorités du village ont procédé à une redistribution. Des ex-paysans sans terre disposèrent dès lors de 2 000 à 6 000 mètres carrés de terres suivant l'importance du foyer, mais ils ont dû attendre 1990

Nguyễn Trong Nam Trân : CNRS-CECOD, 162, rue Saint-Charles, 75740 Paris cedex 15, France.

Tirés à part : Nguyễn Trong Nam Trân

pour obtenir un « titre foncier » de l'État. S'installe, dès lors, un marché foncier.

Réactivation de l'accumulation familiale et amélioration du pouvoir d'achat

Des valeurs sociales, telles que l'esprit d'initiative, d'entreprise et de promotion individuelle, dépréciées pendant la période de collectivisation, sont à nouveau appréciées et stimulées.

Ainsi, depuis 1988, la pratique de l'adjudication de toutes les superficies exploitables (bords des canaux, etc.) permet à certains exploitants de faire valoir leurs capacités, en contrepartie d'une redevance contractuelle, la propriété du sol restant entre les mains de la collectivité nationale. La sécurité foncière s'en trouve, *de facto*, renforcée. Le marché foncier clandestin qui s'était formé antérieurement a été légalisé par la loi de 1993, ce qui a alimenté le mouvement de concentration foncière.

Suite à cette libéralisation du marché de la terre, on a assisté à une progression de la production agricole. Les quantités vivrières récoltées en équivalent-paddy sont passées de 25,5 millions de tonnes en 1993 à 26,2 millions en 1994 ; chaque individu pouvait, en 1989, disposer en moyenne de 323 kilos de produits vivriers et de 361 kilos en 1994. Ces efforts productifs ont permis d'exporter des volumes de riz de meilleure qualité. Le riz exporté en 1989 était constitué majoritairement de 35 % de brisures du type rond, au prix moyen de 170 \$ la tonne. Celui de 1993 ne comportait que 5 % de brisures du type long, au prix moyen de 200 \$ la tonne (1 \$ = 11 000 dôngs), selon les données de l'Office général des statistiques du ministère du Commerce.

La situation socio-économique de l'ensemble des paysans semble s'être améliorée, non seulement dans les deux deltas, où de telles recherches ont été financées, mais aussi dans l'ensemble du pays où les analyses conduites par l'Office des statistiques ont abouti à des résultats similaires (tableau 1).

Photo 1. Multiplicité des parcelles rizicoles, diversité des travaux agricoles, district de Nam Thanh, province de Hai Hung (cliché N.T. Nam Trân).

Photo 1. Complex patchwork of rice field plots, showing the diversity of farming activities.



Photo 2. Transport du paddy, après la moisson, pour le décortiquage, district de Thoai Son, province d'Angiang (cliché N.T. Nam Trân).

Photo 2. Postharvest transport of paddy rice for husking.



Photo 3. Batteuse mécanique en pleine action, district de Thoai Son, province d'Angiang (cliché N.T. Nam Trân).

Photo 3. Mechanical thresher in operation.



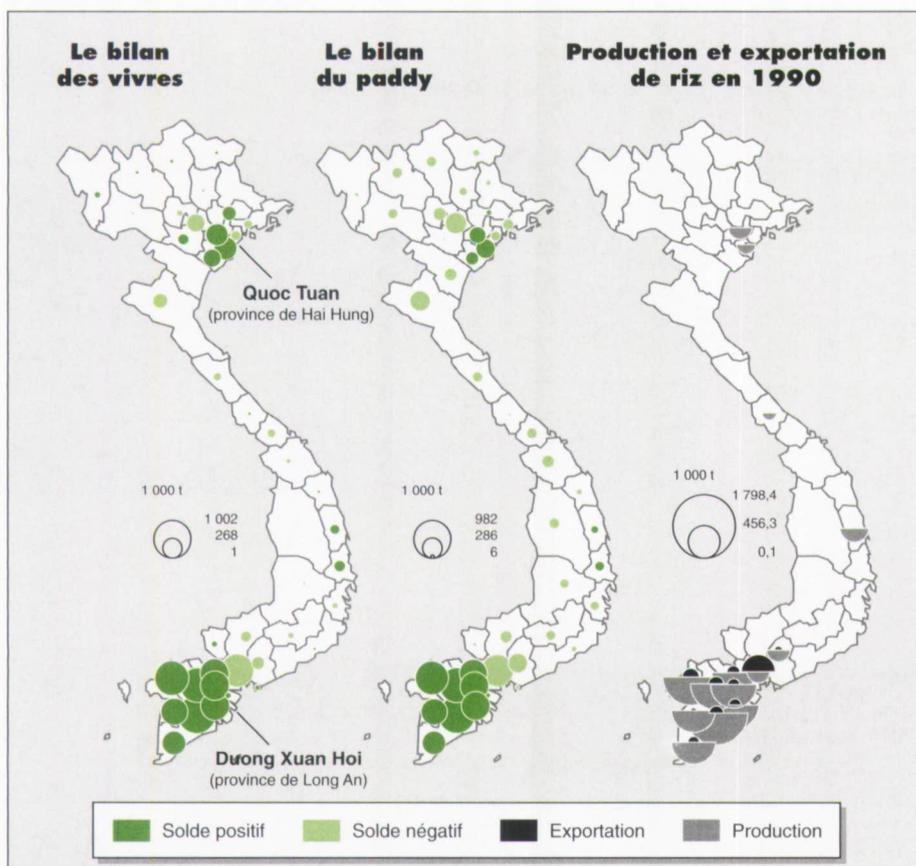


Figure 1. Le bilan alimentaire au Viêt Nam.
Source : Atlas du Viêt Nam, Vu Tu Lap et Taillard C.

Figure 1. Food balance in Vietnam.

La progression globale des revenus paysans résulte d'une diversification des activités, d'un investissement-travail plus important et d'autres ressources. On notera que le « seuil de pauvreté » a été diminué par deux dans tout le Viêt Nam, mais beaucoup plus dans la région des montagnes du Nord et sur les hauts plateaux.

Autosubsistance et travail familial chez les plus démunis

Avec la politique de rénovation, l'État se dégage notamment de ses fonctions de soutien à la production, du contrôle de la distribution, laissant à l'abandon le monde paysan face à un système de libre concurrence dont une majorité ignore les

règles et les mécanismes de fonctionnement. La pénétration de l'économie de marché a obligé les ménages agricoles à adapter leurs stratégies en fonction de leurs objectifs de production.

La catégorie la plus démunie des foyers paysans interrogés parle du marché avec circonspection en l'absence d'habitudes ancrées ou à la suite d'expériences négatives. Ils sont encore isolés et aucune institution étatique ou collective ne les protège. De fait, c'est la gestion de l'incertitude et du risque lié aux fluctuations des prix et aux modifications rapides de l'activité économique et des stratégies des partenaires, dans cette phase transitoire, qui les déconcerte et provoque méfiance, inertie et absence de projets. Le repli sur l'autosubsistance, basée sur le riz, et une utilisation accrue de la main-d'œuvre familiale constituent donc la réaction de ces foyers. Dans les exploitations visitées à Duong Xuân Hôi, les quantités moyennes consommées par

personne varient entre 400 et 600 grammes par jour et le taux d'auto-consommation est très variable. L'auto-consommation et la quantité de riz consommée diminuent avec l'augmentation des revenus qui se traduit par une diversification de l'alimentation (protéines, légumes et fruits). Les six membres de la famille de Monsieur T., paysan aisé, se nourrissent avec 330 grammes par personne et par jour, alors que celle de Madame P. consomme 500 grammes par personne et par jour. Le recours au crédit sert à combler les besoins de nourriture ou de construction de l'habitat.

Pour ce groupe, la force de travail est source de profit (*Lây công làm lãi*). Ici, la « reproduction » requiert un capital variable plus important, essentiellement fourni par la main-d'œuvre. Le delta du fleuve Rouge, dans son ensemble, possède une tradition de culture intensive, minutieuse et élaborée de la riziculture irriguée, exigeant une force de travail à la fois abondante et diversifiée (246 journées de travail par hectare alors que le Sud n'en requiert que 96, la mécanisation étant davantage répandue). Et, si la main-d'œuvre familiale représente 94 % de la force de travail utilisée dans le delta du fleuve Rouge, elle ne compte que pour 61 % dans celui du Mékong. L'échange de travail, assez fréquent, permet de limiter les coûts monétaires de production.

Pluriactivité, stratégie d'entreprise et processus de différenciation sociale

La diversification marchande (cultures de rente, produits d'élevage) nécessite une capacité d'investissement qui n'est pas à la portée de tous les ménages.

Dans la commune de Quoc Tuan (province de Hai Hung), par exemple, un cinquième des exploitations était endessous du seuil de survie en 1993. Certaines sont toutefois plus ouvertes sur le marché et recherchent une activité de complément (transformation agro-alimentaire comme les beignets de crevette ou la pâte de soja, par exemple).

Tableau 1**Revenus comparés des foyers paysans dans diverses provinces du Viêt Nam (années 1989 et 1992)**

Région	Province	Année	Revenu par habitant et par mois (1 000 dông)		Foyers en-dessous du seuil de pauvreté (%)
			Prix courants	Prix de 1992	
Montagne du Nord	Yên bai	1989	18,8	62,0	31,9
		1992	75,9	75,9	13,2
Delta du fleuve Rouge	Nam Hà	1989	19,2	63,3	25,4
		1992	89,7	89,7	13,1
Région côtière du Sud	Binh dinh	1989	18,6	61,4	27,0
		1992	91,1	91,1	12,9
Hauts plateaux	Dac lac	1989	21,1	69,6	30,1
		1992	76,9	76,9	12,6
Delta du Mékong	Cân tho	1989	27,3	90,0	12,1
		1992	113,0	113,0	8,6
Moyenne		1989	20,0	66,0	25,3
		1992	89,3	89,3	12,1

Note : Les enquêtes ont été effectuées par le Département général des statistiques. Le seuil de pauvreté est défini par un revenu équivalent à 20 kilos de riz par habitant et par mois.

Comparison of farm family incomes in various Vietnamese provinces (1989 and 1992)

Dans les communes où l'économie marchande est relativement développée, des foyers aisés réussissent à se spécialiser dans certains métiers para ou non agricoles. Ils utilisent à cet effet leur capacité gestionnaire et leur capital social. Un marché du travail émerge ainsi.

Selon des analyses récemment publiées, le seuil de pauvreté se situe aux alentours d'un revenu équivalent à 20 kilos de riz par personne et par mois et concerne 20 à 25 % des foyers, tandis que le niveau de vie « moyen », trois fois plus élevé, rassemble environ 55 % des enquêtés. L'état de pauvreté se caractérise, selon les personnes interrogées, par la difficulté à mobiliser un capital pour investir (95 % des foyers concernés), par l'absence d'activité autre qu'agricole (61,5 %) et par l'insuffisance des terres (61 %) [6]. Bien que les redistributions de terres en 1988 et 1993 aient été relativement égalitaires, il n'y a pas eu d'effort d'homogénéisation. Certains ruraux disposaient, en effet, en 1986 de jardins familiaux très étendus et d'un capital technique conséquent. Les jardins familiaux, où les chefs d'exploitation peuvent exercer librement leur savoir-faire, ont alimenté jusqu'à 60 % du revenu global et l'essentiel des revenus monétaires pendant la période collectiviste. Ils ont démontré la supériorité relative de l'économie individuelle. À surface comparable, des écarts liés au niveau d'équipement, aux connaissances techniques, à la disponibilité en main-d'œuvre et en capital ou encore à l'accès au crédit sont à noter. L'apport de revenus extérieurs (commerce, décortilage) est, parfois, déterminant pour permettre l'accumulation.

La dynamique de différenciation peut être illustrée à partir d'un exemple pris dans le village de Duong Xuân Hôi. Il s'agit ici de deux exploitations de même taille (1,2 ha) nourrissant six et sept personnes, respectivement dirigées l'une par un vieux (74 ans pour Monsieur D.) et l'autre par un jeune (38 ans pour Monsieur S.). Le rendement moyen en riz est meilleur chez Monsieur D. (46 qx/ha contre 35) qui utilise une variété améliorée, mieux rémunérée à la vente et plus performante que celle utilisée par Monsieur S. Le revenu disponible est quatre fois plus élevé chez Monsieur D. que chez Monsieur S. De plus, grâce à des relations, Monsieur D. a emprunté à la banque du gouvernement (à un taux mensuel de 3,3 %) une somme d'argent pour acheter deux buffles qu'il loue à d'autres fermiers, et a acquis en 1991

Summary**Life in rural Vietnam during the "reform"**

Nguyễn Trọng Nam Trân

The reform policy (Đổi Mới) of the Vietnamese socialist government has led to the imposition of a free market economy, with farmers granted a certain degree of autonomy. This self-reliance has prompted new initiatives linked with the management of farming and marketing systems. Farm family units are once again essential for supplying food commodities. Strategies include stockpiling, and other approaches based on modernized know-how and traditions. Two case studies were conducted in the Red River Delta and the Mekong Delta, respectively, to analyse farm families' survival and/or reproductive strategies. The initial results indicate that farm families adapt to the incursion of modern trade by rebuilding their socio-productive and cultural systems.

Cahiers Agricultures 1996 ; 5 : 300-4.

une pompe qui lui rapporte annuellement un million de dôngs, alors que Monsieur S. n'a eu recours qu'à un crédit de campagne.

Cet exemple comparatif montre que la surface d'exploitation ne peut être considérée comme le facteur unique de différenciation, et que le capital social dont chacun dispose est discriminant.

Sur plusieurs années, on constate un glissement de l'ensemble des exploitations vers une stratégie mixte combinant auto-consommation et production diversifiée à destination marchande [7].

Conclusion

Le monde rural vietnamien se trouve actuellement dans une situation de fragilité. Le contexte est celui d'une crise institutionnelle où l'État, qui se dégage de certaines de ses fonctions, cherche à redéfinir son rôle, non sans mal à cause du déficit budgétaire (7 % du PIB en 1994) qui limite ses moyens d'action. L'économie de marché se développe avec l'apparition de nouveaux acteurs. Les règles naissantes du jeu économique imposent aux paysans, redevenus acteurs, une remise en cause de leur rapport à la terre, au travail et au capital.

S'y ajoute la contrainte foncière. Dans le delta du fleuve Rouge, par exemple, avec 600 mètres carrés de terre cultivée par membre de foyer, il n'existe plus de réserve foncière. Toute nouvelle installation de jeunes foyers ne pourra se faire que par fragmentation ou absorption d'exploitations existantes, d'où des problèmes d'atomisation productive et/ou de concentration foncière, ou encore d'émigration en zone urbaine. Par ailleurs, les performances enregistrées, notamment pour la riziculture, ne doivent pas masquer le rôle important des engrais de synthèse utilisés dans l'obtention de tels résultats. Dans ces conditions, est-il possible de survivre avec des parcelles de plus en plus restreintes et une dégradation progressive des superficies cultivées ? La superficie moyenne par tête n'a cessé de diminuer. En 1930, elle était de 1 846 mètres carrés dans le delta du fleuve Rouge et de 6 250 dans le delta du Mékong. En 1990, elle était

respectivement tombée à 689 et à 1 949 mètres carrés par tête. En outre, les zones pâturables et les cheptels, décimés par les bombardements avant 1975, ont entraîné une reconstitution problématique de la fertilité naturelle.

Stabiliser les populations en zone rurale est une préoccupation prioritaire des pouvoirs publics. Il faut pouvoir investir (mais l'État le peut-il ?) pour obtenir une diversification des activités et mettre en place une agro-industrie à la campagne. Elle seule pourrait, peut-être, assurer une viabilité durable des communautés paysannes [8] ■

Bibliographie

Un grand nombre de références à des articles originaux pourront être trouvées dans les ouvrages suivants :

Actes du séminaire franco-vietnamien, sociologie rurale. Institut de Sociologie de Hanoi. Hanoi : CNEARC-GRET, 1994.

Dao The Tuan. Typologies d'exploitations agricoles, dynamiques de diversification et macro-contraintes. *Études Vietnamiennes*, 1995 ; n° spécial.

Les nouveaux paysans du delta du Fleuve Rouge. *Études Vietnamiennes*, n° spécial, 1995 ; 1.

Le Thanh Khoi. *Histoire du Viêt Nam des origines à 1958*. Paris : Sudestiasie, 1982.

Nguyễn Duc Nuan. Le district rural ou l'État en campagne. In : *Habitat et habitations en Asie du Sud-Est continentale*. Paris : Éditions L'Harmattan, 1992.

Taillard C, Vu Tu Lap. *Atlas du Viêt Nam*. Paris : Collection Dynamiques du Territoire, Éd. Reclus-La Documentation Française, 1994.

Tuong Lai. Tradition et modernité dans la campagne du fleuve Rouge. *Revue Sciences Sociales* 1994 ; 2 : 40.

Références

1. Nguyễn Trong Nam Trân. Les politiques agraires vietnamiennes entre dogmatisme et nouvelle donne. In : *Politiques agraires et dynamismes paysans : de nouvelles orientations*. *Revue Tiers-Monde* 1991 ; XXXII : 791-810.

2. Nguyễn Trong Nam Trân. Les nouvelles orientations de la politique agraire au Viêt Nam. In : *État et société dans le Tiers-Monde. De la modernisation à la démocratisation ?* Paris : Publications de la Sorbonne, 1992.

3. Nguyễn Trong Nam Trân, Du HC. *Contribution à une analyse des fermes familiales : le cas*

de Quoc Tuan (Province de Hai Hung), delta du fleuve Rouge, Nord-Viêt Nam. Paris : CECOD-CNRS, 1994 ; texte n° 24.

4. Nguyễn Trong Nam Trân, Destrez C. *Contribution à une analyse des fermes familiales : le cas de Duong Xuan Hoi (Province de Long An), delta du Mékong*. Paris : CECOD-CNRS, 1994 ; texte n° 26.

5. Nguyễn Duc Truyen. *Les effets de la politique économique vietnamienne sur les modes de vie paysans dans la région du delta du fleuve Rouge (1942-1992)*. Paris : EHESS, 1993.

6. Nguyễn Van Tiem. *Economic reforms and antipoverity policy in rural area*. Hanoi : Institute of Economics, 1994.

7. Dao Thê Tuân, Dao The Anh. Situation de l'économie familiale à Nam Thanh (Hai Hung). In : *L'agriculture du delta du fleuve Rouge à l'heure des réformes*. Hanoi : Maison d'édition de l'agriculture, 1995 ; 143 et svtes.

8. Vo Tong Xuan. *L'industrialisation rurale*. *Saigon Eco* 1995 ; 35.

Résumé

Au Viêt Nam, la politique de rénovation (Đôi Mới) du gouvernement socialiste se manifeste par l'instauration d'une économie de marché et s'accompagne d'une relative autonomie paysanne. Cette liberté se traduit, notamment, par la mise en œuvre de nouvelles initiatives concernant les conduites des systèmes de production et de commercialisation. Aujourd'hui, les unités familiales paysannes redevennent des formes essentielles d'approvisionnement pour les denrées agro-alimentaires. À des stratégies d'accumulation se superposent d'autres logiques qui prennent racine dans une reformulation du savoir-faire et des traditions rénovées. L'analyse des stratégies de survie et/ou de reproduction des foyers paysans s'appuie sur deux études de cas situées l'une dans le delta du fleuve Rouge, l'autre dans le delta du Mékong. Le constat semble être, dans une première approche, que les foyers paysans s'adaptent à la pénétration de la modernité marchande en recomposant à la fois leurs systèmes socio-productif et culturel.